



IDRC | CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Solutions pour l'égalité des sexes

Canada



Le monde a besoin de solutions fondées sur des données probantes pour parvenir à l'égalité des sexes. La recherche innovante est essentielle pour développer des solutions qui permettront de surmonter les obstacles systémiques de longue date à l'égalité.

S'inscrivant dans l'action du Canada en matière d'affaires étrangères et de développement, le CRDI investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. En réunissant les bons partenaires autour d'occasions à saisir qui sont porteuses d'impact, il contribue à soutenir les chefs de file d'aujourd'hui et de demain et à susciter des changements pour ceux et celles qui en ont le plus besoin.

Centre de recherches pour le développement international
B.P. 8500, Ottawa ON
Canada K1G 3H9
Tél : (+1) 613-236-6163
crdi.ca | info@crdi.ca

© 2019 Centre de recherches pour le développement international

Table des matières

2 RECHERCHE POUR L'ÉGALITÉ

LE POUVOIR DES MOUVEMENTS

3 Action collective pour parvenir à l'égalité des sexes

Soutenir les efforts dirigés par des femmes pour l'égalité
Des petits groupes communautaires aux politiques publiques

POUVOIR STRUCTUREL

5 Données pour l'égalité des sexes

Collecte et partage de données précises sur le féminicide
Recenser les naissances, décès, mariages et divorces
Utiliser les données pour améliorer les soins de santé

8 Pouvoir, égalité des sexes et changements mondiaux

Résilience, droits et égalité des sexes
Reconnaître le rôle des femmes dans l'agriculture
La sécurité alimentaire au Kenya

10 Violence sexospécifique au travail, en public et en ligne

Des milieux de travail plus sécuritaires en Asie du Sud
Des rues et des transports en commun plus sûrs au Pakistan
Protection de la vie privée en ligne

LE POUVOIR DE L'INDIVIDU

13 Les femmes dans la recherche et le milieu universitaire

Soutien aux femmes scientifiques en début de carrière
Fournir des données sur les chercheuses et les femmes scientifiques pour éclairer les politiques
Renforcer la visibilité des chercheuses



RECHERCHE POUR L'ÉGALITÉ

Solutions financées par le CRDI pour remédier aux déséquilibres de pouvoir entre les sexes

Le monde a besoin de solutions fondées sur des données probantes pour parvenir à l'égalité des sexes. La recherche innovante est essentielle pour trouver et élaborer des solutions qui permettront de surmonter les obstacles systémiques de longue date à l'égalité auxquels se heurte la moitié de la population mondiale — obstacles particulièrement préjudiciables aux femmes et aux filles pauvres des pays en développement. Un accès inégal à l'éducation, aux revenus, aux soins de santé, à la justice et aux opportunités empêche ces femmes et ces filles d'exercer des fonctions d'influence dans leur ménage, leur communauté, leur milieu de travail et leur pays.

Des idées fondées sur des données probantes pour des résultats concrets

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), une société d'État fédérale, appuie les efforts d'aide internationale du gouvernement du Canada en investissant dans la recherche et dans les chercheurs et chercheuses, afin de relever les défis critiques liés au développement dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Le CRDI s'est engagé à alimenter des discussions importantes sur l'égalité des sexes, notamment à la conférence Women Deliver qui se tient à Vancouver du 3 au 6 juin 2019.

Solutions pour l'égalité des sexes

Au cours des mois qui ont précédé Women Deliver, le CRDI a organisé une série de conférences intitulée *Solutions pour l'égalité des sexes*. Nous avons demandé à certains de nos partenaires de recherche du monde entier d'explorer des thèmes et des solutions distincts, mais interdépendants liés au pouvoir aux niveaux individuel, structurel et collectif. Les événements ont généré de riches conversations sur les thèmes suivants : briser les plafonds de verre pour les femmes dans les domaines de la science et de la recherche, les changements environnementaux mondiaux, les lacunes en matière de données sexospécifiques, la violence sexospécifique et l'action collective.

Les défis et les solutions innovantes qu'ils ont présentés sont décrits dans cette publication. Après tout, nous croyons au pouvoir des données probantes de propulser les sociétés vers l'égalité des sexes. Nous pensons également que le dialogue sur les solutions devrait être fondé sur les réalités locales et dirigé par les parties prenantes locales, en particulier par les femmes et les jeunes.

Vers le pouvoir, le progrès et le changement

Cette publication met en lumière un groupe important — les femmes des pays en développement — dont les voix ne sont pas toujours entendues. Elles sont depuis longtemps confrontées à d'énormes obstacles à l'autodétermination et à l'épanouissement en raison de leur sous-représentation dans la prise de décisions.

La recherche peut ouvrir la voie à un monde où tous les individus ont les mêmes chances, droits et accès aux services. Grâce à des données probantes qui offrent des solutions, des idées et des leçons sur les réformes structurelles qui seront nécessaires pour réaliser l'égalité des sexes, nous pouvons tracer la voie à suivre pour réussir.

Les solutions basées sur la recherche présentées dans les pages suivantes illustrent l'engagement du CRDI à générer des données probantes à l'appui des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et de la Politique d'aide internationale féministe du Canada. Le CRDI s'efforce également de collaborer avec ses partenaires de recherche pour renforcer les engagements nationaux et régionaux, qui sont des éléments essentiels pour la réalisation de l'égalité des sexes à l'échelle mondiale.

La Conférence 2019 de Women Deliver, qui portera principalement sur le pouvoir et sa capacité de susciter — ou d'entraver — le progrès et le changement, nous rappelle que la dynamique du pouvoir est au cœur de notre mission collective visant à réaliser l'égalité des sexes. Il est également important de reconnaître le pouvoir et la responsabilité que nous avons tous de continuer à favoriser le changement structurel nécessaire pour réaliser l'égalité des sexes dans nos pays, nos secteurs et nos communautés. C'est seulement à ce moment-là que nous pourrons faire en sorte que personne, maintenant ou dans les générations futures, ne soit laissé pour compte.



LE POUVOIR DES MOUVEMENTS

Action collective pour parvenir à l'égalité des sexes

Partout dans le monde, les femmes s'emparent de leur pouvoir collectif pour lutter contre les inégalités. Des recherches soutenues par le CRDI en Inde et au Mexique démontrent la façon dont le pouvoir de l'action collective peut surmonter les effets négatifs des normes patriarcales et relatives aux sexes.

Soutenir les efforts dirigés par des femmes pour l'égalité

En Inde, le programme Mahila Samakhya (qui se traduit par « l'égalité des droits des femmes ») est un exemple important de réussite de l'effort d'autonomisation des femmes. Fondé en 1989, il a aidé plus de 1,2 million de femmes dans 42 000 villages et 11 États indiens. À la suite de son succès, le Centre for Budget and Policy Studies de Bangalore a entamé une évaluation du programme sur trois ans, avec le soutien de Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF), une initiative financée par le CRDI, le Department for International Development du Royaume-Uni et la Fondation William et Flora Hewlett. Voici ce qu'il a constaté.

Placer les femmes en tête

Le succès de Mahila Samakhya repose sur la formation de femmes de villages, afin de faciliter les discussions avec d'autres femmes de villages isolés sur les problèmes qui les concernent. Elles pouvaient discuter des rations alimentaires tardives, de la nécessité de meilleures toilettes dans une communauté ou d'écoles sécuritaires pour les jeunes femmes. Ces possibilités permettent aux femmes de défier les normes sociales actuelles et de briser les stéréotypes de genre.

Obtenir un soutien local

L'évaluation du programme Mahila Samakhya a révélé que les initiatives d'autonomisation des femmes doivent être fondées et soutenues au niveau local. Après s'être joint à une communauté, le programme nécessitait l'appui d'hommes de la région et de l'administration locale pour former un groupe de femmes solide.

« Les femmes doivent disposer d'un espace où elles peuvent exprimer ce qu'elles veulent avant de commencer à s'engager, et lorsque nous commençons à faire ce travail en faveur de l'égalité des sexes, nous sommes obligées d'inclure les hommes », a déclaré Niveditha Menon, conseillère principale en recherche du Centre for Budget and Policy Studies.



DHIDIPPA RANGER

Accorder la priorité au processus avant les objectifs

Il est essentiel de donner aux femmes l'espace et le temps nécessaire pour déterminer les moyens et les objectifs de leur cheminement vers l'autonomisation. Cette approche était au cœur du programme Mahila Samakhya, qui a reconnu qu'il n'y a pas de limite à ce que les femmes peuvent réaliser. L'évaluation a révélé que les programmes qui suivent cette voie ont plus de chances de réussir et de durer.



« Le programme n'avait aucune cible à atteindre. Il n'avait aucun résultat prédéterminé. Le sens que les femmes donnaient à leur vie et à leur système de croyances était primordial pour décider de ce qui allait se passer. »

Niveditha Menon,
conseillère principale en recherche,
Centre for Budget and Policy Studies

Action soutenue

Les chercheurs et chercheuses qui ont mené l'évaluation ont constaté que les collectifs de femmes de longue date peuvent modifier la dynamique des ménages et donner aux femmes un pouvoir de négociation. Ceci est probablement lié à la visibilité et l'acceptation croissantes des femmes dans leur communauté. De plus, les filles des femmes qui participent aux collectifs jouissent d'une meilleure santé et d'une meilleure éducation que leurs pairs.

De plus, de nombreux collectifs de Mahila Samakhya ont formé des fédérations de femmes à l'échelle régionale. Les fédérations ont créé des institutions uniques telles que des écoles d'alphabétisation pour les filles et un tribunal pour femmes qui aident les femmes à travailler avec les appareils judiciaires lorsqu'elles sont victimes de violence ou de vol.

Plaider pour le soutien du gouvernement

Alors que le Centre for Budget and Policy Studies travaillait à l'évaluation de Mahila Samakhya, le gouvernement national nouvellement élu a annoncé son intention de mettre fin au programme. Le Centre a plaidé pour le maintien du financement de l'État et a fourni des données probantes sur la portée, la valeur et l'incidence du programme. Il a réussi à amener quelques États indiens à accepter de financer le programme au niveau régional.

Des petits groupes communautaires aux politiques publiques

Les femmes autochtones et les autres groupes vulnérables des États du sud du Mexique sont davantage exposés au risque de mortalité maternelle et de violence domestique. Ils ont également moins facilement accès aux services de santé et aux services juridiques.

Les promotrices de la santé et les sages-femmes de quatre des États du sud du Mexique ont formé des organisations communautaires et géré des maisons de femmes autochtones pour remédier à cette situation. Le CRDI a financé une évaluation afin de déterminer dans quelle mesure ce projet et d'autres projets similaires ont influencé les politiques de santé publique et amélioré la santé des femmes autochtones.

Mettre l'accent sur la prévention et l'autonomisation

Le programme est opérationnel dans certaines des régions les plus pauvres du pays depuis 2004. Il existe maintenant 30 maisons de femmes qui proposent divers services de santé de première ligne tels que des méthodes de contraception, des renseignements sur la planification familiale, des campagnes de prévention en santé, des soins prénataux, des méthodes traditionnelles d'accouchement et des services de sage-femme. Les actions contre la violence incluent des campagnes de sensibilisation du public, des conseils juridiques, un soutien émotionnel et de la documentation judiciaire.

Créer des espaces sûrs pour les femmes

La plupart des changements qui ont institutionnalisé les droits des femmes autochtones dans la politique de santé du Mexique ont commencé dans ces groupes villageois, qui offrent aux femmes un espace sûr où elles peuvent exercer leurs droits et accéder aux services. Cette stratégie permet aux femmes de devenir des agentes de changement et favorise leur propre développement.

« Le travail commence dans de petits groupes de femmes autochtones dans leurs communautés qui discutent de l'autonomisation, du développement économique, de la santé et de nombreux différents sujets », a expliqué Lina Rosa Berrio Palomo, professeure-chercheuse du *Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social*.

Combiner les données probantes, l'action et le plaidoyer

Au Mexique, les maisons de femmes utilisent leurs connaissances pour influencer les politiques publiques et aider les organismes à adopter une approche globale pour fournir des services aux femmes autochtones. Les résultats comprennent un financement public pour les traducteurs et les traductrices de langue autochtone et une légitimation croissante des sages-femmes autochtones.

Institutionalizing initiatives

Les projets communautaires peuvent bénéficier de la sécurité d'un financement fixe et du statut d'un programme gouvernemental lorsqu'ils deviennent partie intégrante de la politique gouvernementale. Les maisons de femmes au Mexique ont obtenu le statut de programme en 2012 et sont maintenant reconnues à l'échelle nationale et internationale comme une stratégie efficace pour renforcer les droits des femmes autochtones.



« Comment pouvons-nous garantir la continuité de nos initiatives ? En institutionnalisant certaines d'entre elles dans le cadre de la politique publique visant les Autochtones. »

Lina Rosa Berrio Palomo, professeure-chercheuse, *Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social*

POUVOIR STRUCTUREL

Données pour l'égalité des sexes

Le CRDI soutient la recherche visant à rendre les femmes, les filles et leurs besoins plus visibles dans les données recueillies dans le monde entier. Cette recherche a pour objectif de supprimer les obstacles qui empêchent les femmes et les filles d'atteindre leur plein potentiel et de parvenir à l'égalité.

Des données représentant à la fois les hommes et les femmes peuvent fournir les données probantes nécessaires pour repenser, remodeler et corriger les inégalités structurelles, y compris les lois, pratiques et normes sociales discriminatoires. Ce chapitre met en évidence trois solutions financées par le CRDI qui donnent de l'espoir pour l'avenir.

Collecte et partage de données précises sur le féminicide

Plus de 18 pays d'Amérique latine ont adopté des lois interdisant le féminicide (tuer des femmes et des filles en raison de leur sexe). Dans d'autres régions du monde, les gouvernements traitent ces meurtres par le biais de politiques et de lois sur l'infanticide des filles, les meurtres dits d'honneur et les meurtres liés à la dot.

Collecte des données

La façon dont les gouvernements et les institutions recueillent des données sur ces meurtres peut avoir un impact considérable sur la compréhension de l'étendue du féminicide et sur la recherche de moyens pour y mettre un terme.

« Nous avons besoin de protocoles simples et clairs pour comprendre ce que nous mesurons et quand nous le mesurons. Car vous avez le système judiciaire, les forces de sécurité, le pouvoir exécutif, et nous devons être clairs sur le titulaire, qui en assumera la responsabilité », a noté Silvana Fumega, directrice de la recherche et des politiques à l'Initiative Open Data d'Amérique latine.

Systèmes de données cohérentes

Malgré le besoin de données précises sur le féminicide en Amérique latine, le système officiel d'enregistrement n'est pas encore complet et à jour. Des systèmes de données cohérentes avec des statistiques officielles sont nécessaires. À l'heure actuelle, la propriété des données est fragmentée, ce qui pose des difficultés pour générer et utiliser des données pour l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.



« Les organisations de la société civile, même les individus, interviennent pour combler cette lacune. Au Mexique, il y a une femme célibataire qui possède la base de données la plus à jour sur le féminicide. Elle est connue sous le nom Princesa, ce qui signifie princesse en français. »

Silvana Fumega, directrice de la recherche et des politiques, Initiative Open Data d'Amérique latine

Les journalistes se tournent vers les bases de données de Princesa pour rédiger des articles. Les assemblées législatives qui cherchent à adopter des lois visant à réduire la violence utilisent ses cartes pour répertorier les cas rapportés dans les médias. Mais ces mesures palliatives ne seront pas aussi efficaces que les statistiques officielles lorsqu'elles seront disponibles.

Normalisation des données

Il est également important de normaliser les données collectées sur les féminicides pour les valider. L'utilisation de définitions normalisées dans l'ensemble des administrations est un moyen de le faire. La collecte de données comparables sur les auteurs et le lieu des meurtres donne une visibilité aux crimes. Elle fournit également des renseignements précis permettant aux décideurs et décideuses de trouver des moyens de prévenir des décès similaires.

Mesures de protection pour les femmes

Des mesures de protection sont également nécessaires. Par exemple, la publication de données sur les maisons sécuritaires pourrait exposer les femmes fuyant la violence à des représailles si les données ne sont pas correctement anonymisées.

« Il faut veiller à la sécurité et à la protection de la vie privée, car ouvert n'est pas le contraire de privé. C'est un complément, et il faut des protocoles de sécurité », a dit Silvana Fumega.

Les responsables doivent également prendre en compte les femmes transgenres, qui n'apparaissent peut-être pas dans les statistiques sur les féminicides, parce qu'elles ne sont pas en mesure d'obtenir une pièce d'identité en tant que femme ou d'opter pour un choix de sexe autre que masculin ou féminin.

Recenser les naissances, décès, mariages et divorces

Les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) recueillent des données sur les naissances, les décès, les mariages et les divorces. Ils incluent également des renseignements sur la cause du décès, comme le féminicide. La preuve de l'identité juridique, basée sur un acte de naissance, peut influencer l'accès des filles et des femmes aux services de santé, à l'éducation, aux banques et à l'inscription pour les élections. Elle peut également donner aux femmes les moyens de revendiquer des droits de propriété et des héritages.

Identifier les obstacles et les lacunes

Le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil, en partenariat avec Open Data Watch, a créé une série de synthèses de connaissances (<https://systemesec.ca/syntheses-de-connaissances-sur-le-genre>) identifiant les barrières et les lacunes en matière de données et les possibilités d'aider les gouvernements des pays en développement à recenser les femmes et les filles et à répondre à leurs besoins particuliers.



« Pour parvenir à l'égalité des sexes, nous avons besoin de l'égalité au niveau des données. »

Shaida Badiee, directrice générale, Open Data Watch

Recueillir les données

Les renseignements qu'un pays choisit de mesurer ont une incidence sur ce qu'il peut apprendre de sa population et des problèmes auxquels il est confronté. Les lacunes dans les données qui cachent l'existence des femmes et des filles peuvent être comblées par un financement adéquat et un engagement vis-à-vis des ODD, qui fournissent un cadre pour soutenir la collecte de données à l'échelle nationale.

« Les données, leur collecte, leur interprétation et leur utilisation ne sont pas neutres. Le formulaire de collecte de données d'un pays permet-il aux femmes d'être inscrites comme chefs de famille ? Recueille-t-il des données sur les taux de cancer de l'ovaire et du col de l'utérus ? Qu'en est-il de la grossesse chez les adolescentes et des naissances qui en résultent ? », a affirmé Shaida Badiee, directrice générale d'Open Data Watch.

Rendre les données disponibles

Une fois les données collectées, elles doivent être échangées avec d'autres organisations, gouvernements et personnes. La manière dont les personnes traitent, analysent et diffusent les données doit en accroître la valeur en les rendant accessibles et pertinentes. De cette manière, les données peuvent avoir une incidence sur les politiques publiques.



Les données doivent également être disponibles pour les personnes qui en sont la source. Dans un exemple relaté par Shaïda Badiëe, les données sur le travail domestique et les soins non rémunérés ont été partagées avec la communauté qui a participé à l'enquête. Les gens ont pu constater le temps supplémentaire que les filles consacraient à ce type de travail par rapport aux garçons et ont discuté des effets de ce travail sur leurs études, leur participation aux sports et leur vie sociale. Cette ouverture des données peut avoir une incidence plus importante, car elle peut être appliquée pour parvenir à l'égalité des sexes.

Utiliser les données pour améliorer les soins de santé

Les données relatives à l'égalité des sexes requièrent également de dresser un tableau complet des services dont les femmes et les filles ont besoin. Le Bangladesh fournit une étude de cas importante sur l'utilisation des données pour gérer les services de santé disponibles pour les femmes et les filles marginalisées dans les zones urbaines.

Données sur les endroits où les femmes recherchent des soins de santé

Avec 35 % de la population du Bangladesh vit en zone urbaine, le système de santé national conçu pour un pays rural peine à fournir des services équitables à toutes les régions. La santé des mères, des enfants et des adolescentes en souffre, des millions de femmes et de filles ayant émigré pour travailler dans des usines de textile et de confection.

« Lorsque les pauvres des zones urbaines reviennent du travail, la plupart des établissements de santé primaires

gouvernementaux sont fermés et ils finissent par se tourner vers le secteur informel », a déclaré Sohana Shafique, chercheuse principale au International Centre for Diarrhoeal Disease Research, Bangladesh (icddr,b)

Les femmes des zones urbaines se tournent vers les pharmacies ou les centres de santé gérés par des organismes à but non lucratif ou des propriétaires privés, qui offrent peu de services et ont une capacité limitée de diriger les patientes vers des niveaux de soins plus spécialisés. Ces établissements sont gérés en dehors des systèmes d'information sur la santé.

Meilleure planification des services offerts

Avec la collaboration du CRDI, l'icddr, b a élaboré le Urban Health Atlas, qui fournit des données géoréférencées sur les services offerts aux femmes et aux filles dans les grandes villes du Bangladesh. Cet outil interactif en ligne vise à fournir aux gestionnaires de la santé les données dont ils ont besoin dans la redistribution des services, en particulier dans le domaine vital de la santé maternelle et infantile. Il s'agit d'une étape importante vers la couverture santé universelle qui permet au pays d'améliorer la planification, le référencement et la supervision des services de santé dans les zones urbaines du Bangladesh.



« Pour atteindre une couverture santé universelle, nous avons besoin d'une représentation complète (de tous ceux qui ont besoin de soins). »

Sohana Shafique, chercheuse principale,
International Centre for Diarrhoeal
Disease Research, Bangladesh (icddr,b)



CRDI/BARTAY

POUVOIR STRUCTUREL

Pouvoir, égalité des sexes et changements mondiaux

Le monde est confronté à des changements radicaux, dont des changements socio-économiques et environnementaux affectant certaines de nos régions les plus vulnérables. Il est urgent d'accélérer l'adaptation aux changements climatiques, d'améliorer la sécurité alimentaire et de le faire d'une manière vraiment représentative et équitable, en incluant les personnes les plus marginalisées. Pourtant, de nombreux groupes, en particulier les femmes, les filles et les peuples autochtones, souffrent de manière disproportionnée du stress lié aux changements climatiques, de l'insécurité alimentaire et de problèmes connexes.

Le CRDI finance des travaux de recherche qui s'attaquent à ces problèmes en renforçant la résilience et l'équité sociale et en fournissant des données probantes permettant de défier les pouvoirs en place.

Résilience, droits et égalité des sexes

Dans les régions semi-arides du Kenya, la sécheresse affecte le bétail dont dépendent les hommes et les femmes.

Comprendre les effets des changements climatiques sur les femmes

Les communautés d'élevage ont le choix entre deux options lorsque les sources d'eau habituelles s'épuisent : les hommes — qui sont les propriétaires présumés du bétail — peuvent abreuver leur bétail dans le village, une décision qui met en dernier rang les femmes pour collecter de l'eau pour leur ménage, ou ils peuvent déplacer le bétail en dehors du village à la recherche d'eau. Le problème concernant cette dernière option est que les femmes ne peuvent plus traire les animaux tous les jours et vendre le lait pour le revenu familial. Cela a des répercussions et oblige les femmes à trouver d'autres moyens de subsistance.



« [Les relations entre les sexes couvrent de multiples] situations : de la famille, en tant qu'institution élémentaire du ménage, aux niveaux de la communauté, aux marchés et de leur fonctionnement, et bien sûr, à l'État et à sa politique. »

Nitya Rao, professeure de sexospécificité et développement, Université d'East Anglia, Royaume-Uni et chercheuse du consortium

Adaptation à différentes échelles dans les régions semi-arides

Les niveaux d'éducation sont très bas, tant pour les agriculteurs que pour les agricultrices. Ainsi, quand ils sont forcés de trouver un autre travail, seuls certains types d'emplois sont disponibles. Les travaux de recherche menés par le consortium ASSAR (Adaptation à différentes échelles dans les régions semi-arides) ont révélé que le nettoyage, la lessive et d'autres travaux domestiques constituaient des possibilités sûres pour les femmes. Le commerce du sexe comporte des risques beaucoup plus élevés.

La recherche menée par ASSAR est financée par l'Initiative de recherche concertée sur l'adaptation en Afrique et en Asie (IRCAAA), un partenariat entre le CRDI et le Department for International Development du Royaume-Uni. ASSAR a constaté que les femmes diversifient leurs moyens de subsistance et en souffrent parfois. Elles manquent de services de garde d'enfants, de soins de santé et d'éducation pour protéger leur santé sexuelle ou reproductive. Ces problèmes sont connus comme émanant de la sécheresse catastrophique provoquée par le climat.

« L'État est également très aveugle à l'égard de ce genre d'inégalités de pouvoir. Alors, comment pouvons-nous faire face à ce désavantage structurel, rendre le travail plus décent, avoir des règlements qui stipulent ou garantissent que le travail est protégé [et] décent? », a noté Nitya Rao, professeure de sexospécificité et développement de l'Université d'East Anglia, Royaume-Uni et chercheuse du consortium ASSAR.

Démarches créatives à l'égard de l'adaptation

Les travaux du consortium visent à générer des changements durables en donnant à tous, y compris aux femmes, une occasion de contribuer au débat sur les changements climatiques. Cette méthode de traitement communautaire de l'adaptation aux changements climatiques consiste à impliquer les gens.

Pour démêler les tensions et les interactions entre le climat, la sexospécificité, l'équité sociale et le pouvoir, il faut parfois une démarche plus créative. Au Cap, en Afrique du Sud, ASSAR a appliqué la technique dramatique connue sous le nom de « théâtre des opprimés » pour remettre en question les approches descendantes à l'égard des changements climatiques. Cette solution créative offre un environnement favorable où des personnes de divers horizons se réunissent pour vivre, comprendre et remettre en question des réalités injustes. Dans un canton en proie à la pauvreté et à la violence, cette technique a conduit les femmes à rejeter la proposition d'une grande banque de développement visant à simplement reconstruire les toits des maisons en tant que solution globale à l'excès de chaleur; au lieu de cela, les femmes ont appelé à des consultations avec les parties prenantes de la communauté, dans le but de prendre des mesures efficaces, appropriées et pertinentes de lutte contre les changements climatiques au niveau local.



« La résilience est traditionnellement une question de risques physiques, mais petit à petit, elle porte davantage sur les droits et l'égalité des sexes. »

Daniel Morchain, Institut international du développement durable et chercheur à ASSAR

Reconnaître le rôle des femmes dans l'agriculture

Au Népal, des chercheurs et des chercheuses d'un autre consortium de l'IRCAAA, Himalayan Adaptation, Water and Resilience (HI-AWARE), ont examiné les moyens d'aider les femmes, hommes et enfants pauvres et vulnérables à s'adapter et à gérer leurs réponses face aux changements climatiques. Le projet s'est déroulé dans les bassins fluviaux de trois grandes rivières alimentées par des glaciers et de la neige s'écoulant dans les régions himalayennes du Bangladesh, de l'Inde, du Népal et du Pakistan.

Identifier les défis pour les femmes

Les régions rurales du Népal ressentent les répercussions des changements climatiques. Plus de 85 % des résidents interrogés par HI-AWARE déclarent avoir perçu des changements dans l'agriculture dus aux changements climatiques. Les hommes s'adaptent souvent en déménageant dans d'autres parties du Népal ou en émigrant à l'étranger, à la recherche d'un salaire décent. Les femmes restent souvent sur les terres.

Les effets de la migration des hommes sur les ménages dirigés par des femmes sont complexes et graves. Selon Amina Maharja, spécialiste et chercheuse en matière de migration, cela signifie que « le cœur et la tête du foyer » sont exclusivement féminins. Elle note que des programmes tels que le service de vulgarisation agricole du Népal, qui vise à accroître la productivité agricole, à renforcer la sécurité alimentaire et à améliorer les moyens de subsistance en milieu rural grâce à l'éducation des agriculteurs, ne parviennent pas à s'adapter à la réalité des femmes agricultrices.

« Vous continuez à alourdir le fardeau, mais vous n'aidez pas les femmes à le supporter. Lorsque les femmes émigrent, c'est le moment où les terres sont abandonnées », a déclaré Amina Maharjan, spécialiste des migrations au Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes et chercheuse à HI-AWARE.

Cibler les femmes pour remédier aux déséquilibres de pouvoir

Des chercheurs et chercheuses communautaires ont également formé des Népalaises à la culture de légumes hors saison dans une zone urbaine. Le projet a été un succès, car le travail des femmes a rapidement généré des revenus pour le ménage. Il a toutefois posé des difficultés sexospécifiques. Dès que les revenus ont augmenté, les maris ont commencé à venir aux réunions pour participer au projet à la place de leurs épouses. L'équipe du projet a dû insister pour former les femmes.



« Nous devons dire : "Non, nous offrons de la formation uniquement aux membres [féminins], et non aux conjoints ou aux enfants des membres". Nous avons dû prendre position. »

Amina Maharjan, spécialiste des migrations, Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes et chercheuse à HI-AWARE

La sécurité alimentaire au Kenya

Les femmes constituent 75 % de la main-d'œuvre agricole du Kenya, mais les inégalités entre les sexes sapent souvent leur productivité et leur bien-être nutritionnel. Les femmes ont un accès et un contrôle inégaux à l'égard de la terre, des technologies agricoles, des marchés, des possibilités d'emploi et de l'information sur le climat.

Un projet d'une durée de 30 mois, financé par le CRDI et dirigé par CARE États-Unis, visait à démontrer que les changements dans les relations de pouvoir entre les sexes peuvent avoir une incidence sur la sécurité alimentaire d'un ménage.

Remédier aux déséquilibres de pouvoir entre les sexes pour la sécurité alimentaire

Alors que les approches de développement mettent souvent l'accent sur l'amélioration des connaissances des femmes en matière de littératie financière et sur l'octroi de l'accès au crédit, cette équipe de recherche a encouragé l'utilisation d'approches visant à traiter les problèmes structurels et systémiques liés à la sexospécificité et au pouvoir.

Le projet a rassemblé des hommes et des femmes de près de 500 ménages à Kinangop, à 100 km au nord de Nairobi, pour mener des dialogues sur la sexospécificité, consacrés à des questions telles que l'agriculture, les répercussions des changements climatiques et la sécurité alimentaire. Ils ont discuté des facteurs limitant la mobilité des femmes et leur accès aux marchés, de la participation politique et de la violence sexospécifique.



« Nous invitons des hommes et des femmes à participer à des espaces de réflexion, à des dialogues sur la sexospécificité, en utilisant certains outils, où ils réfléchissent aux normes sociales. »

Maureen Kemunto Miruka,
directrice de l'agriculture et des systèmes
de marché, CARE États-Unis

Après un an, l'équipe a constaté des changements importants de la part des hommes en matière de partage de la charge de travail et d'aide apportée. Un objectif important est que les hommes considèrent l'autonomisation des femmes non pas comme une menace pour leur masculinité, mais plutôt comme un avantage pour le ménage.

« Ce que nous espérons voir au bout de trois ans, ce sont davantage de changements systémiques, tels que des hommes attribuant les terres productives à leurs épouses, et considérant réellement les femmes comme des partenaires », a indiqué Maureen Kemunto Miruka, directrice de l'agriculture et des systèmes de marché de CARE États-Unis.

POUVOIR STRUCTUREL

Violence sexospécifique au travail, en public et en ligne

Chaque jour, des femmes du monde entier sont exposées à la violence sexospécifique. Les femmes des pays en développement font face à une menace constante de harcèlement ou de violence en milieu de travail, dans les espaces publics et en ligne.

Le CRDI soutient la recherche de solutions permettant de résoudre ce problème par des changements durables. Voici trois exemples de recherche visant à améliorer la vie des femmes et des filles.

Des milieux de travail plus sécuritaires en Asie du Sud

Les femmes qui travaillent dans l'industrie florissante de la confection en Asie du Sud sont victimes de diverses formes de violence au travail. Bien que les gouvernements se félicitent de l'implantation d'entreprises multinationales qui engagent des femmes, ces mêmes gouvernements ne veillent pas à ce que leurs lois visant à protéger les femmes de l'exploitation sexuelle au travail soient suffisamment appliquées.

Solutions fondées sur des données probantes

Un consortium de recherche soutenu par le CRDI rassemble les données probantes et met à l'essai des mesures pour mettre fin au harcèlement et à la violence sexospécifique au travail dans les usines de confection au Bangladesh, au Cambodge, en Inde et en Indonésie.

Ses recommandations comprennent encourager ces gouvernements de l'Asie du Sud qui attirent les investisseurs multinationaux à offrir des logements sûrs, à veiller à ce que les rues soient bien éclairées et à établir des comités de traitement des plaintes afin de contenir la violence sexospécifique.



« Lorsque les femmes commencent à se percevoir comme des citoyennes et des personnes ayant des droits, cela a vraiment une incidence sur la façon dont elles font face à la violence dans différents lieux. »

Rakhi Sehgal, chercheuse et militante dans
le domaine du travail, soutenue par le CRDI

Fournir des conditions sécuritaires

Le changement de culture est essentiel à cette intervention. Rakhi Sehgal cite le gouvernement indien comme exemple, en soulignant qu'il faut le rappeler à l'ordre pour qu'il mette la *Sexual Harassment of Women at Workplace Act of 2013* (loi de 2013 sur le harcèlement sexuel des femmes en milieu de travail) en application.



« Nous devons offrir des conditions de base pour que les milieux de travail soient sûrs et non hostiles en sanctionnant immédiatement les commentaires, les blagues, les insinuations et les mots à double sens à consonance sexuelle à tous les niveaux, du recruteur aux collègues, jusqu'à la direction », a affirmé Rakhi Sehgal, chercheuse et militante dans le domaine du travail, soutenue par le CRDI.

Comités de traitement des plaintes

La loi nationale indienne impose des comités locaux de traitement des plaintes qui fonctionnent en dehors du lieu de travail. Rakhi Sehgal a dit que le gouvernement doit prendre des mesures pour s'assurer que ces comités soient formés au niveau du district, qu'ils fonctionnent correctement et qu'ils soient surveillés.

« Notre recommandation est que les gouvernements locaux collaborent avec l'industrie locale et les organismes communautaires et organisent véritablement des formations... pour éduquer les gens sur les lois en matière de harcèlement sexuel et les procédures de règlement des griefs », a ajouté Rakhi Sehgal.

Le soutien aux survivantes

Dans le cadre du changement de culture requis, les femmes doivent se sentir en sécurité pour signaler les incidents. Alors que les femmes dotées de certains privilèges qui travaillent dans l'industrie mondiale du spectacle ont pu dénoncer la violence et le harcèlement sexuels dans le cadre du mouvement #MoiAussi, les femmes des pays en développement se heurtent à de gros obstacles. C'est particulièrement vrai pour les femmes des secteurs industriel et agricole de l'Asie du Sud.

« Beaucoup de ces femmes sont issues des régions rurales, et sont peu éduquées et extrêmement vulnérables. Elles sont sous-payées et surmenées et empêchées activement de se syndiquer. Et lorsqu'elles essaient de porter plainte, leur plainte est généralement considérée comme fausse et elles sont traitées de menteuses », a noté Rakhi Sehgal.

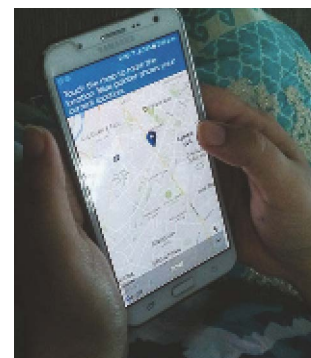
Des rues et des transports en commun plus sûrs au Pakistan

Selon un sondage d'ActionAid de 2016, les femmes vivant dans les pays en développement sont victimes de harcèlement ou de violences dans les espaces publics beaucoup plus souvent qu'ailleurs. En Inde, 79 % des femmes ont déclaré qu'elles ne se sentaient pas en sécurité et qu'elles avaient peur dans les rues et lorsqu'elles utilisaient les transports en commun. Ce sentiment était reflété par 86 % des femmes en Thaïlande et 89 % des femmes au Brésil.

Une application pour enquêter sur la sécurité

L'Information Technology University du Punjab au Pakistan et l'Urban Institute de Washington, D.C. ont créé une application mobile appelée ReCAPP pour mener un sondage auprès des hommes et des femmes du Lahore, au Pakistan, sur leur sentiment de sécurité lorsqu'ils utilisent le vaste système d'autobus de la ville.

Née grâce à un projet de recherche soutenu par le programme Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes du CRDI, l'application vise à lutter





ASIAN DEVELOPMENT BANK

contre les moyens de transport dangereux, qui constituent un facteur important empêchant les femmes d'aller à l'école ou d'accepter des possibilités d'emploi. L'application était la première étape d'une tentative fructueuse visant à amener les décideurs du Pakistan à adopter des lois locales permettant aux femmes de se plaindre du harcèlement dans les lieux publics.

Comprendre les sentiments de sécurité des femmes

En 2017, l'Urban Institute a utilisé l'application pour mener une enquête afin d'identifier les facteurs qui ont amené les femmes à faire l'expérience de trajets en transports en commun plus menaçants et perturbants que les hommes.

« Ce que les femmes ont fait dans ces sondages est essentiellement de noter leur sentiment de sécurité dans un lieu public. Elles faisaient des observations du genre "Je suis dans une ruelle sombre et une personne semble me suivre" ou "Il y a ce vendeur qui se tient sur le côté" », a expliqué Ammar Malik, directeur de recherche, Evidence for Policy Design, au Harvard Kennedy School of Government.

Les femmes ont signalé un éclairage insuffisant, des arrêts de bus locaux trop éloignés d'un centre de transports en commun et être obligées de faire une grande queue pour prendre un autobus encombré. Elles ont également déclaré se sentir plus vulnérables après avoir quitté la sécurité d'un autobus ou d'un centre de transports en commun bien éclairé.

Des solutions axées sur les femmes

Les participantes au sondage ont proposé leurs propres solutions. Celles-ci comprenaient des patrouilles, l'application de la loi ou l'affectation d'une personne pour surveiller les hommes pendant que les femmes s'acquittent de leurs tâches quotidiennes.



« Le dernier kilomètre, soit lorsque vous sortez de chez vous pour vous rendre au transport en commun, constitue le plus important problème dans la sécurité des femmes dans les transports urbains. »

Ammar Malik, directeur de recherche, Evidence for Policy Design, Harvard Kennedy School of Government

L'étude a également révélé la nécessité de former les conducteurs de véhicules de transports en commun — une mesure politique que les représentants du gouvernement étaient disposés à mettre en œuvre. Les chercheurs et chercheuses ont constaté que les conducteurs pouvaient être des auteurs de violence. Ainsi, en plaçant des affiches ou des annonces dans les autobus, tous les hommes reçoivent le message que le harcèlement verbal et physique sont des crimes.

Protection de la vie privée en ligne

Internet offre aux femmes de nombreuses occasions de s'exprimer librement, mais ce n'est pas nécessairement un lieu sûr. En fait, beaucoup de femmes hésitent à exprimer leurs opinions en ligne, et sont réduites au silence par la peur des menaces et du harcèlement. La recherche a un rôle important à jouer pour comprendre les expériences réelles de violence sexospécifique en ligne et pour mettre à l'essai des initiatives qui incitent tout le monde à changer cette réalité.

Protéger les femmes par la recherche

Des chercheurs et chercheuses financés par le CRDI du réseau mondial de recherche Privacy International utilisent la technologie pour promouvoir les droits de la personne et travaillent pour protéger la vie privée dans les pays en développement.

Cela est particulièrement important pour les femmes et les personnes queer, dont le travail est très visible. Souvent, elles sont obligées de composer entre le pouvoir de l'Internet qui leur donne une voix et les menaces que cela engendre également.



« Si vous considérez les personnes de certaines classes, races, les personnes de genre non binaire ou d'expression de la sexualité non hétérosexuelle, ces personnes sont celles qui sont les plus ciblées en ligne. »

Joana Varon, directrice fondatrice et stratège des politiques, Coding Rights

Du monde en ligne au monde réel

Ces menaces peuvent transcender le monde en ligne et devenir très réelles. Selon Joana Varon, directrice fondatrice et stratège des politiques, à Coding Rights, les journalistes, les politiciens, les artistes, les militants et les joueurs figurent parmi les personnes les plus ciblées par les propos haineux ou les menaces physiques de violence.

« Il existe un continuum entre les interactions en ligne et hors ligne, car il est impossible de séparer les conséquences des actions qui se produisent dans les environnements numériques et le monde hors ligne », a affirmé Joana Varon,

Campagne pour réduire les vulnérabilités en ligne

Dans le cadre du réseau Privacy International, Coding Rights a élaboré Safer Sisters, une campagne présentant des images animées qui fournit des conseils aux femmes et aux personnes non binaires pour les aider à rester en sécurité en ligne. Les images abordent de manière créative les problèmes sensibles liés à leur présence en ligne. Chaque boucle d'images offre aux utilisatrices des suggestions pour améliorer la sécurité numérique, notamment des conseils pour le stockage et la création de mots de passe, ainsi que pour la gestion des personnes tenant des propos haineux en ligne.

LE POUVOIR DE L'INDIVIDU

Les femmes dans la recherche et le milieu universitaire

Les femmes apportent une diversité de pensées et d'expériences aux environnements de recherche et universitaires. Leurs contributions enrichissent les connaissances et soutiennent les processus novateurs générés par les institutions, permettant ainsi de trouver de meilleures solutions aux défis mondiaux actuels.

Le CRDI soutient activement des initiatives et des programmes qui visent à éliminer les obstacles institutionnels auxquels les chercheuses sont confrontées et à promouvoir l'égalité des chances et le développement professionnel des femmes.

Soutien aux femmes scientifiques en début de carrière

Dans de nombreux pays, les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans les premières années de l'enseignement universitaire; cependant, nombre d'entre elles abandonnent leur profession à mesure qu'elles progressent dans leur carrière. Selon un rapport de l'Institut de statistique de l'UNESCO de 2018, à peine 30 % des chercheurs et chercheuses du monde entier, toutes disciplines confondues, sont des femmes.

Mise en lumière du problème

Les chercheurs et chercheuses affirment que le problème existe parce que les établissements universitaires restent des lieux hostiles pour les chercheuses. Ce fort taux d'abandon des femmes dans la recherche — surnommé le phénomène du « tuyau percé » — se voit principalement à l'étape du doctorat et en début de carrière. Pour aggraver le problème, peu de femmes occupent des postes de direction dans les instituts de recherche, stagnant plutôt à des postes inférieurs, où elles sont incapables de percer un plafond de verre invisible, mais omniprésent.

Les femmes travaillent pour un salaire inférieur, ont une charge de travail plus lourde dans les domaines de l'enseignement et de l'administration, se heurtent aux obstacles institutionnels aux promotions et aux postes de direction, et doivent composer avec la discrimination sexospécifique, y compris le harcèlement sexuel et la sous-évaluation en tant qu'universitaires.

« Les très rares femmes qui ont la possibilité d'entrer dans la recherche scientifique sont confrontées à des problèmes liés à la culture, aux engagements familiaux et aux stéréotypes sur les rôles sexospécifiques », a noté Pendo Bigambo Nandiga, scientifique à l'Université de Dar es Salaam en Tanzanie et titulaire d'une bourse de recherche en début de carrière de l'Organisation for Women in Science for the Developing World (OWSD).

Comprendre les obstacles sexospécifiques

Au début de leur carrière, les chercheuses ont peu de modèles, de mentors ou de réseaux de soutien pour les guider dans des environnements difficiles. Elles manquent également de

soutien pour trouver le bon équilibre le travail-vie dont elles ont besoin, un dilemme auquel elles font face beaucoup plus souvent que leurs homologues masculins.

Exemple : Pendo Nandiga travaille au Département de génie mécanique et industriel de l'Université de Dar es Salaam, en Tanzanie, composé à 70 % d'hommes. Elle enseigne également deux cours et coordonne deux programmes de premier cycle. En même temps, elle a envie de rester à la maison avec sa fille d'un an et elle porte le fardeau mental de la planification du ménage et des tâches ménagères.



« Tout cela [les obstacles sexospécifiques] exige beaucoup de détermination, de tolérance et de passion. Sinon, on va juste abandonner. »

Pendo Bigambo Nandiga, scientifique, Université de Dar es Salaam, Tanzanie et titulaire d'une bourse de recherche en début de carrière de l'Organization for Women in Science for the Developing World (OWSD)

Soutien aux femmes pour réaliser leur potentiel

Le CRDI s'attaque à ce problème en appuyant notamment OWSD, qui offre aux femmes des bourses de début de carrière. Les titulaires de cette bourse travaillent à l'établissement de travaux de recherche de calibre mondial et collaborent avec des chercheurs et chercheuses du monde entier. Elles participent à des ateliers et à des programmes de mentorat pour développer leurs compétences en leadership et en gestion, établissent des réseaux avec des partenaires des secteurs public et privé en vue de commercialiser leurs recherches et apprennent à mieux communiquer leurs travaux aux organismes de financement et aux autres chercheurs et chercheuses. Pour les jeunes mères, la bourse offre également un soutien familial, notamment les frais de garde d'enfants et une aide au voyage pour les membres de la famille.

Le soutien prodigué par l'OWSD s'avère déjà bénéfique pour Pendo Nandiga, qui a créé une section de Women in Science qui réunit plus de 50 chercheuses issues des secteurs universitaire, gouvernemental et industriel de la Tanzanie. La section, qui fait partie de l'OWSD, encourage ces chercheuses à créer des réseaux et à collaborer pour s'attaquer aux problèmes de discrimination sexospécifique qui nuisent à leur carrière. En encourageant les femmes à participer à la recherche dans le domaine des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) et à viser des postes de direction scientifique, Women in Science Tanzanie accroît la visibilité des chercheuses aux niveaux national et mondial.

Accent sur les femmes dans le domaine des STIM

Un autre programme financé par le CRDI, l'Institut africain des sciences mathématiques (AIMS), soutient les femmes scientifiques à l'étape du doctorat et en début de carrière originaires de pays à revenu faible ou intermédiaire. Depuis 2003, l'AIMS a produit plus de 1 500 diplômés, dont environ un tiers sont des femmes.

De plus, l'initiative Les femmes dans le domaine des STIM de l'AIMS accélère les carrières des Africaines dans ce domaine. L'initiative finance des programmes novateurs de promotion des femmes dans le domaine des STIM. Elle s'adresse également aux hommes et aux garçons par le biais d'une formation de sensibilisation visant à promouvoir une science sensible aux sexospécificités et à aider à changer les mentalités parmi la population étudiante.

Données probantes pour éclairer les approches

De manière cruciale, cette initiative de l'AIMS répond au besoin de données fiables et factuelles sur la participation et le leadership des femmes dans le domaine des STIM en Afrique. L'AIMS s'attend à ce que les données probantes encouragent les principaux acteurs gouvernementaux, universitaires et de l'industrie à élaborer des politiques qui éliminent les préjugés et les stéréotypes sexospécifiques à l'égard des femmes dans les STIM.

Fournir des données sur les chercheuses et les femmes scientifiques pour éclairer les politiques

Le CRDI a financé la plus grande étude jamais réalisée sur les scientifiques du continent africain travaillant au sein de l'enseignement supérieur, du gouvernement et de l'industrie. Sous la direction de Catherine Beaudry, professeure à Polytechnique Montréal, l'équipe de recherche a constaté que les femmes et les hommes souffraient d'un manque de financement et de mentorat. Les femmes étaient plus touchées que les hommes par l'équilibre travail-famille.

Constatations pour éclairer les solutions

Les données reflètent les expériences des femmes dans la plupart des pays; c'est-à-dire qu'elles relèvent le double fardeau imposé aux femmes universitaires qui souhaitent progresser dans leur carrière tout en conciliant leurs responsabilités en matière de soins et de tâches domestiques.

Les conférences académiques en sont un exemple. Les chercheurs et chercheuses, hommes et femmes confondus, doivent assister à des conférences pour établir des réseaux professionnels et nouer des collaborations de recherche. Les conférences aident les jeunes chercheurs et chercheuses à gagner en visibilité, à être cités et à progresser dans leur carrière.

Cependant, pour les jeunes chercheuses ayant fondé une nouvelle famille, assister à des conférences pose un problème en raison de leur mobilité réduite. Selon Catherine Beaudry, chaque décision pour elles devient un choix, un compromis. Le manque de mobilité est particulièrement aigu pour les femmes en début de carrière en raison de la maternité — qui peut les faire reculer pour le reste de leur carrière.



« Si vous n'êtes pas là, vous disparaîsez pratiquement du paysage. Entre mobilité, collaboration et exigences familiales, les femmes en début de carrière se trouvent au milieu d'un triangle des Bermudes d'où il est extrêmement difficile de sortir. »

Catherine Beaudry, professeure,
Département de génie mathématique et industriel,
Polytechnique Montréal

L'appui nécessaire aux femmes

Alors, que propose Catherine Beaudry pour aider les jeunes chercheuses ? Elle recommande des mesures telles que des subventions de voyage pour fournir des fonds permettant de couvrir les coûts des aidants pendant que les chercheuses se rendent à des conférences. Les organisateurs de conférence pourraient également soutenir les chercheuses ayant de jeunes enfants de manière très pratique : en fournissant des services de garderie lors des événements de réseautage, par exemple, ou même en prévoyant des chaises hautes et des activités pour les enfants.

Renforcer la visibilité des chercheuses

Le réseautage lors des conférences aide également les femmes à accéder à des possibilités d'emploi et à des promotions, mais leur vie de famille peut les empêcher de bénéficier de l'avancement professionnel que ces événements peuvent offrir. Les recherches menées par Grupo Sofia — un réseau de spécialistes des sciences sociales péruviennes appuyé par le CRDI — ont permis de mieux comprendre cet important problème. Leurs constatations figurent dans le livre de 2018 intitulé *Inégalité dans le monde universitaire : les femmes dans les sciences sociales péruviennes*.

Défendre les femmes avec des données probantes

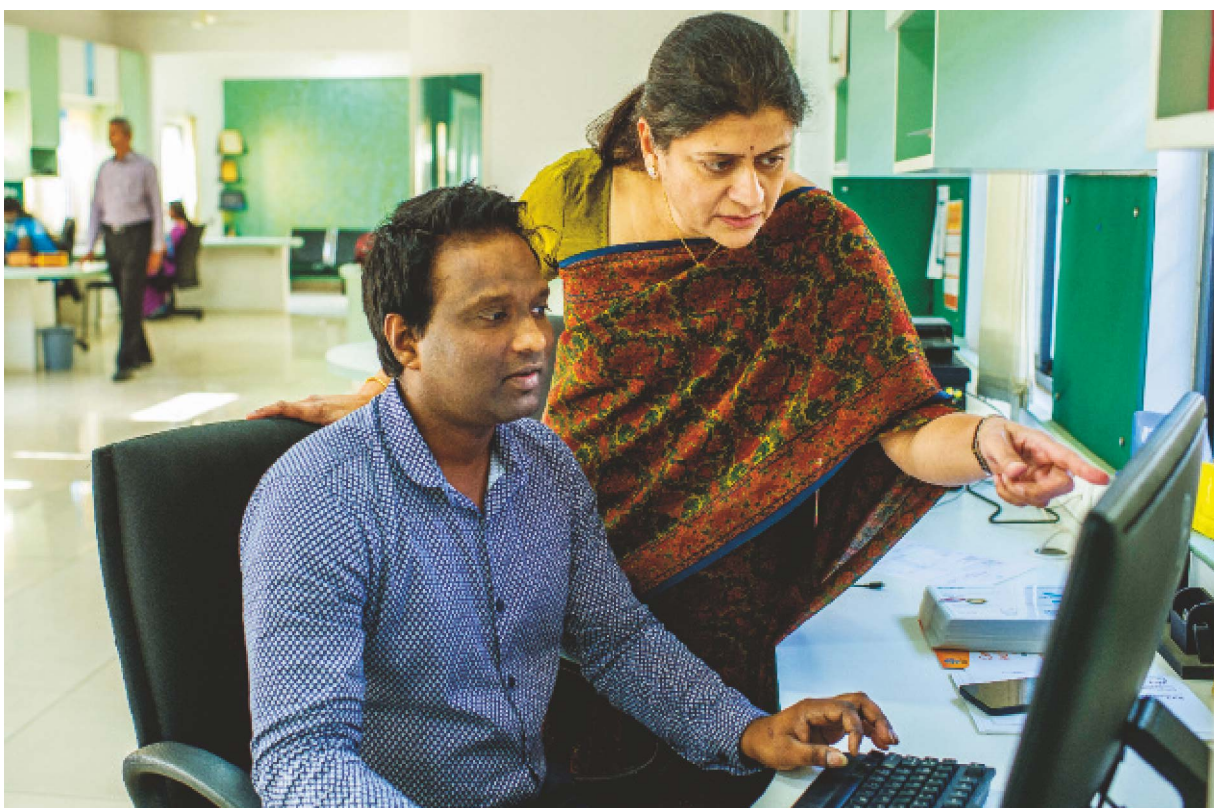
La mission de Grupo Sofia consiste à effectuer des recherches et à défendre les droits des chercheuses dans le monde universitaire et à promouvoir l'égalité des chances pour elles. En particulier, le groupe se concentre sur des activités qui encouragent une plus grande participation des femmes aux débats publics et à la production et à l'échange de connaissances.

Remédier aux inégalités qui influencent l'avancement professionnel

Au Pérou, plus de la moitié des universitaires masculins reconnaissent que leurs réseaux personnels ou professionnels les ont aidés à obtenir un poste de professeur, mais à peine 12 % des femmes universitaires font de même. En effet, la vie de famille prend le dessus pour la plupart des chercheuses. Moins de temps signifie moins de possibilités de recherche et moins de soutien pour la promotion ou les postes de direction. La parentalité affecte les carrières professionnelles de près de 72 % des chercheuses, comparativement à seulement 39 % des hommes.

Les inégalités entre les femmes et les hommes dans le monde universitaire résultent souvent des rôles et attentes sexospécifiques profondément ancrés dans les foyers.

« Les femmes sont davantage pénalisées que les hommes par le mariage et la parentalité, ce qui les rend également plus enclines à abandonner leur carrière universitaire. Même lorsque les femmes continuent à travailler, elles se sentent coupables de ne pas consacrer suffisamment de temps à leurs enfants », a déclaré Andrea Roman Alfaro, chercheuse et ancienne coordinatrice exécutive du Grupo Sofia.



CRO/ATUL LOKE

Rôles sexospécifiques à la maison et dans le milieu de travail

Le problème réside dans la manière dont les filles et les garçons sont socialisés et dans la façon dont les différences entre les sexes sont naturellement assumées. Grupo Sofia a constaté que les femmes sont souvent les principales gardiennes de leur foyer. En fait, près de 55 % des femmes ont affirmé qu'elles étaient les principales gardiennes de leur foyer, alors qu'à peine 27 % des hommes partageaient les mêmes responsabilités.

De plus, la maison déborde souvent sur le milieu de travail. Les femmes ont plus de difficulté à établir leur autorité, en particulier dans les domaines de recherche dominés par les hommes. Andrea Roman Alfaro et ses collègues ont constaté qu'environ 80 % des femmes ont déclaré qu'il leur fallait déployer des efforts pour affirmer leur autorité auprès de leurs collègues, tandis qu'un pourcentage similaire d'hommes a déclaré ne jamais avoir ce sentiment. Les femmes devaient adopter des comportements particuliers pour affirmer leur autorité, comme rester immobile, avoir une voix plus forte et faire preuve de fermeté.

Andrea Roman Alfaro a également entendu de nombreuses histoires de discrimination ouverte et d'avances sexuelles de la part de superviseurs, de patrons et de mentors.

Accroître la visibilité des femmes

L'un des moyens utilisés par Grupo Sofia pour remédier à ce manque de visibilité et d'autorité consistait à créer un répertoire en ligne de plus de 100 chercheuses en sciences sociales au Pérou afin d'accroître la visibilité des femmes universitaires. Aujourd'hui, les journalistes et les organisateurs l'utilisent pour communiquer

avec des femmes à l'occasion d'événements universitaires, de débats télévisés et d'articles de journaux, entre autres.

Le groupe a également lancé la campagne *#LesFemmesSavent* (*#LasMujeresSaben*). Au moyen du contenu en ligne, des médias sociaux, des présentations et des livrets, le réseau a communiqué avec les organisations de recherche, les médias et le public pour sensibiliser à l'inégalité entre les sexes dans le milieu universitaire. *#LesFemmesSavent* a encouragé les femmes d'autres disciplines universitaires à lancer des initiatives similaires au Pérou et en Amérique latine.

La campagne s'est également adressée aux hommes en leur demandant de recommander des femmes pour les événements auxquels ils assistaient ou les cours qu'ils enseignaient. Les hommes ont été invités à élire leurs collègues féminins à des postes de direction et à les encourager à écrire dans des revues spécialisées et à participer aux conseils d'administration d'associations universitaires. La campagne a également créé une déclaration publique en ligne signée par plus de 100 hommes et femmes, acceptant de ne jamais participer à des groupes d'experts entièrement masculins.



« Une partie de notre campagne consistait à cibler explicitement les hommes et à leur fournir des données prouvant qu'il existait un problème, ainsi que des idées sur la manière de faire partie de la solution. »

Andrea Roman Alfaro, chercheuse et ancienne coordinatrice exécutive, Grupo Sofia



IDRC | CRDI

Canada

crdi.ca